

Gérer les menaces sécuritaires : Construire la résilience pour l'Afrique que nous voulons

(10^{ème} Forum de Haut Niveau de Tana sur la sécurité en Afrique)

Table des Matières

Le contexte.....	1
L'intérêt.....	1
Pourquoi est-il impératif de renforcer la résilience	3
Le sous-thème	6

Le contexte

Cette année (2022) marque le 10^{ème} anniversaire du Forum de Haut Niveau de Tana sur la sécurité en Afrique, l'événement annuel phare pour engager des réflexions profondes aux fins de trouver des solutions aux innombrables défis de paix et de sécurité du Continent. Il coïncide avec un moment unique en Afrique et dans le monde, principalement en raison des fragilités imposées par l'apparition et la propagation imprévues de la pandémie du Covid-19 et des mesures prises par les États pour l'enrayer. Alors que les anciennes lignes de fracture demeurent, les nouvelles produisent des tensions et des menaces qui convergent à l'intérieur - plutôt qu'à l'extérieur - des États, révélant ainsi les dessous des relations clivées entre l'État et la société.

Les signes de menaces pour la paix et la sécurité dans le paysage africain sont évidents : le déclin de la démocratisation, l'affaiblissement des institutions publiques essentielles, la résurgence des identités ethno religieuses et autres identités partisans, l'insécurité alimentaire et la faible préparation des États africains à faire face à son impact et à ses externalités, ainsi que la prolifération des acteurs et des risques selon des modalités qui n'avaient pas été envisagées auparavant. Pourtant, même dans ce cas, le nuage d'incertitudes qui prévaut offre l'occasion de réfléchir en profondeur et d'agir de manière décisive pour faire face aux déclencheurs et aux catalyseurs des insécurités contemporaines. Pour comprendre les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la sécurité de l'Afrique, il faut également repenser le rôle des acteurs et des initiatives aux niveaux national, régional et continental, ainsi que celui des partenaires internationaux dans la recherche de solutions.

L'intérêt

Le point de départ de ce 10^{ème} Forum Tana est de donner la primauté aux citoyens africains sur le discours sur la sécurité et la résilience à travers de multiples espaces politiques, économiques et sociaux. L'objectif primordial est d'explorer les questions à l'intersection de la construction d'une paix, d'une sécurité et d'une résilience axées sur les personnes, conformément aux thèmes de l'Union africaine pour les années 2021 et 2022 qui sont respectivement: « Arts, culture et patrimoine » et « Résilience dans la nutrition et la sécurité alimentaire ». En plus de faire le point sur l'évolution des menaces à la paix et à la sécurité sur le Continent et sur l'impact de l'insécurité mondiale, l'accent sera mis sur la mobilisation et la construction d'un type de résilience locale qui permet aux voix des citoyens africains de s'épanouir.

Agir autrement reviendrait à affaiblir la détermination et la capacité des citoyens africains à faire face et à vaincre les menaces liées au terrorisme, à l'extrémisme violent et à la criminalité transnationale organisée, qui occupent désormais une place prépondérante - et dangereuse - dans le paysage sécuritaire du Continent. De la Corne de l'Afrique à l'arc sahélien, de la République démocratique du Congo (RDC) à la

République centrafricaine et au Mozambique, l'Afrique risque de devenir le nouvel épicrocentro du terrorisme dans le monde. L'inquiétude est palpable face à la menace croissante du terrorisme qui sape ou submerge la capacité d'adaptation et de résilience de l'État, mettant ainsi un grand nombre de personnes en danger. À cela s'ajoute le phénomène de la violence extrême et de la criminalité transnationale organisée, qui ont été renforcées et exploitées par des réseaux criminels et des groupes armés non étatiques dans les conditions rendues nécessaires par la pandémie du Covid- 19 et le subséquent confinement qu'elle a engendré. La retombée la plus révélatrice de cette chaîne de menaces est la faiblesse et l'incapacité de l'État à réagir efficacement.

En outre, ces insécurités sont devenues le principal facteur de déplacement continu des personnes à l'intérieur et à l'extérieur des frontières et d'accentuation des violations des droits de l'homme dans ces conditions. Le rapport 2021 du HCR indique une augmentation significative du nombre de réfugiés et de personnes déplacées en Afrique. Si nous ne regardons pas au-delà des approches qui ont donné peu de résultats pour faire taire les armes, le problème du terrorisme, de l'extrémisme violent, de la criminalité transnationale organisée et des menaces qu'ils font peser sur les personnes et les communautés demeurera et continuera de croître.

En outre, le contexte mondial, avec l'impact de la guerre en Ukraine et le dérèglement climatique, a eu des répercussions sur la sécurité alimentaire en Afrique et qui, induit nécessairement un discours sur l'insécurité alimentaire et son impact. Le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) témoignent de la forte dépendance des pays africains à l'égard de la Russie et de l'Ukraine pour obtenir du blé, des engrais ou des huiles végétales. L'impact du climat sur les sols, les cultures et le bétail, qui exacerbe l'insécurité alimentaire et les conflits, est également une composante majeure qui ne peut être occultée.

Dans pratiquement tous les contextes où la résilience est menacée ou compromise, les questions et les priorités de gouvernance sont poussées à leurs limites et se manifestent rapidement par des tensions sociales, des bouleversements et des violences. Les problèmes de gouvernance sous-jacents, tels que le manque d'inclusion, l'injustice et la violation des droits, la faiblesse dans la gestion et la gouvernance des ressources, l'absence de filets de sécurité sociale/de bien-être des citoyens, l'affaiblissement de la gouvernance/des autorités locales, la diminution des opportunités économiques/d'autonomisation, le système/processus électoral défectueux et les tentatives de changement anticonstitutionnel de gouvernement etc. se transforment en sources majeures de fragilité avec de graves implications pour la paix et la sécurité. Dans ce contexte, l'évolution du caractère et de la disposition de l'État en Afrique penche davantage vers l'autoritarisme et la répression. La double identité de l'État en tant que garant de la sécurité et source de menaces soulève des questions fondamentales qui touchent avant tout au statut du contrat social entre

l'État et les citoyens et, à un niveau plus large, à la qualité des relations entre l'État et la société.

Pourquoi est-il impératif de renforcer la résilience

La perspective de gérer les menaces en investissant davantage dans la gouvernance et en renforçant la résilience, avec une prime significative accordée à la participation active et soutenue des citoyens aux affaires publiques, reste un élément important pour atteindre la résilience. L'inclusion, la participation et le renforcement de l'espace démocratique sont essentiels pour lutter contre la propension de l'Afrique aux conflits et instaurer une culture de la paix. Développer une résilience systémique à partir de la base en investissant dans l'autorité locale et une gouvernance qui ne laisse personne en rade peut sembler difficile, mais c'est aussi le chaînon manquant essentiel pour faire face aux innombrables défis actuels du Continent. Ainsi, le débat sur la manière de renouveler l'engagement faiblissant envers la Charte africaine sur la démocratie, les élections et la bonne gouvernance et d'autres cadres similaires aux niveaux régional et mondial, ainsi que des plans d'action réalisables, est devenu plus que jamais urgent et impératif.

Depuis l'apparition du Coronavirus en janvier 2020, l'Afrique a eu sa part des effets de la pandémie qui ont été d'autant plus prononcés du fait de systèmes de santé de nombreux pays sont dans un état piteux. En outre, la pandémie du Covid-19 a davantage mis en évidence la crise du secteur de la santé en Afrique en raison de l'insuffisance ou du manque total d'investissements dans les infrastructures de santé qui ont considérablement limité la capacité des institutions de santé à réagir aussi efficacement qu'elles le devraient. Seulement, le COVID-19 n'est plus seulement une crise sanitaire, mais un dilemme de politique publique à tête d'hydre qui affecte pratiquement tous les aspects de la société.

Alors que les participants au 10^{ème} Forum de Tana s'interrogeront sur les impacts sanitaires, il est également nécessaire d'explorer d'autres aspects multidimensionnels dans le contexte de la paix et de la sécurité, y compris la manière dont les systèmes de santé engendrent des problèmes de sécurité et vice versa. Il serait important d'évaluer comment un système de santé résilient et le déploiement de vaccins constituent une source importante de sécurité pour d'autres secteurs en cette période critique. Bien plus, compte tenu du risque de désinformation et d'information erronée, susceptible d'alimenter l'apathie, l'agitation sociale et les conflits, il est nécessaire d'évaluer la contribution de l'Afrique à la gestion de la pandémie, y compris l'investissement dans la recherche et les produits du savoir qui promeuvent la solution apportée par l'Afrique à un problème mondial.

De plus, la dimension politique de son lien avec la structure existante du pouvoir mondial, sa contestation et ses implications pour la politique et la sécurité sanitaire de l'Afrique ne peuvent plus être négligées. Il est également important à cet égard de

savoir dans quelle mesure les données influent l'approche africaine pour contrer les effets directs et indirects du Covid-19 sur la santé, comme la santé mentale et les défis socio-économiques qui l'accompagnent. Enfin, parmi les multiples initiatives citoyennes actuellement en place, il est nécessaire de documenter les lacunes et les opportunités et ce qu'elles pourraient signifier pour les relations entre l'État et la société à moyen et long terme.

L'Afrique est aujourd'hui confrontée à des défis encore plus aigus en matière de dérèglement climatique et de résilience climatique, qui ont des répercussions importantes sur la sécurité des citoyens dans le contexte de l'insécurité alimentaire, des migrations, des conflits agraires et de l'accès à l'eau, pour ne citer que quelques exemples. Il est clairement établi que le dérèglement climatique entraîne des migrations qui exercent une pression énorme sur les communautés pour qu'elles trouvent d'autres moyens de subsistance et de survie. Ce qui est peut-être moins évident, c'est que l'attention portée à ces questions cruciales est en train de passer au second plan. Les gouvernements considèrent qu'elles représentent des menaces moins importantes pour la sécurité que la gestion, par exemple, des troubles politiques, du banditisme, des insurrections et du terrorisme. Pourtant, sans une intervention suffisante et opportune pour les gérer, les risques climatiques peuvent devenir une source de conflit, comme c'est le cas des affrontements entre agriculteurs et éleveurs au Nigéria, conduisant parfois à une forme plus importante d'hostilité et de menaces pour la sécurité. Une politique globale assortie d'une stratégie de mise en œuvre sur l'atténuation et l'adaptabilité du climat serait essentielle pour favoriser la résilience climatique, notamment dans le contexte de la paix et de la sécurité aux niveaux national, régional et continental.

Au cœur de la paix et de la sécurité en Afrique se trouvent de nombreuses institutions, programmes et initiatives à différents niveaux pour promouvoir la gouvernance, la justice et la réconciliation transnationales, et la consolidation de la paix. Pourtant, malgré les modestes progrès réalisés ces dernières années, la paix est restée insaisissable sur le Continent, en partie parce que ces initiatives sont conçues de manière descendante, du sommet vers la base, et ne tiennent pas compte des préférences et des priorités des Africains ordinaires, mais finissent par les priver de leurs droits tout en les aliénant. Ainsi, alors qu'il est nécessaire de s'interroger sur la pertinence fonctionnelle des institutions de paix et de sécurité et des cadres normatifs existants aux niveaux régional et continental, il est devenu plus urgent de promouvoir et de rétablir la voix et le pouvoir des citoyens. Il est donc crucial de localiser la consolidation de la paix en la rapprochant davantage de la base.

L'intégration et le renforcement de l'inclusion des jeunes et du genre est une question clé qui se trouve au centre de la gestion des menaces et de la construction d'une Afrique résiliente. La quête de l'intégration du genre dans la gouvernance, le programme de paix et de sécurité et la praxis a une histoire plus longue que la construction d'un programme solide et résilient pour la jeunesse, la paix et la sécurité en Afrique. Bien que les progrès dans les

deux domaines soient encore loin d'être acquis, il ne fait aucun doute que la capacité des gouvernements à gérer efficacement les menaces actuelles repose en grande partie sur les jeunes et les femmes. Leur force démographique, leur projection et leur capacité démontrée à perturber et à innover démontrent leur énorme importance. La jeunesse africaine continue de créer de la résilience dans des espaces alternatifs tels que la musique, les arts et la culture grâce à l'espace numérique. Pour leur part, les femmes, bien plus que les hommes, continuent de faire les frais des conflits internes, de la violence extrême et des mauvaises politiques sociales, tout en restant sous-représentées dans les principales structures de gouvernance. Bien que leur manque d'inclusion ne constitue pas nécessairement une menace immédiate, leur faible représentation dans le cadre de la paix et de la sécurité reflète mal les perceptions de la menace et les stratégies pour y faire face de manière efficace et durable.

Le Forum Tana de cette année porte invariablement sur la meilleure façon de répondre aux enjeux émergents socio-économiques, politiques et de gouvernance ou de gérer ces menaces de manière à ne pas perdre de vue la ressource la plus importante du Continent : ses citoyens. Il convient de s'interroger sur la manière dont les Arts, la Culture et le Patrimoine, thème de l'UA pour 2021, peuvent être convertis en dividendes pour favoriser une paix durable à la lumière de la myriade de défis auxquels le Continent est confronté. En déplaçant l'attention de l'État et des institutions vers les citoyens et les peuples à différents niveaux, la voie d'un avenir meilleur devient clairement définie et réalisable.

Le Forum vise en outre à offrir aux participants une nouvelle occasion de repenser la nature, le caractère et l'objectif des partenariats internationaux par rapport à l'état de la paix et de la sécurité en Afrique. Distracts par des problèmes similaires - dans certains cas, écrasants - liés à la pandémie de Covid-19 chez eux, les principaux partenaires internationaux de l'Afrique repensent l'objectif et le contenu de leur soutien d'une manière qui pourrait ne pas être de bon augure pour le Continent à long terme. En ce qui concerne plus particulièrement les conflits prolongés, comme c'est le cas au Sahel, les forces extérieures ont joué et continuent de jouer des rôles contrastés qui remettent en question leur engagement à trouver des solutions durables aux problèmes de l'Afrique. Par conséquent, il serait important de comprendre et de saisir comment la diversité, l'équité et l'inclusion se reflètent dans le partenariat/engagement international de l'Afrique.

En résumé, les arguments clés autour desquels s'articule le thème du Forum Tana de cette année sont les suivants : (1) le renforcement de la résilience a acquis une nouvelle actualité à la lumière des nouvelles fragilités imposées par l'apparition et la propagation imprévues de la pandémie du Covid-19 et des mesures prises par l'État pour l'enrayer ; (2) les mesures visant à renforcer la résilience doivent être délibérées et placer les citoyens au centre, en reconnaissant et en amplifiant leur voix et leur action dans le processus de ré-imagination de la gouvernance et de la consolidation de la paix ; (3) le renforcement de la résilience n'est pas un événement ponctuel mais

un processus qui demande du temps et des ressources ; (4) l'État ne peut jouer un rôle nécessaire et souhaitable dans le renforcement de la résilience que si le contrat social profondément rompu avec les citoyens est réparé ; et (5) la communauté internationale peut contribuer au renforcement de la résilience des citoyens mais doit le faire d'une manière qui tienne compte de leurs priorités.

Le sous-thème

L'objectif final du Forum est de mobiliser et de synthétiser les connaissances et les idées qui aideront un éventail d'acteurs nationaux, régionaux et continentaux à mieux contribuer à façonner l'avenir de l'Afrique que nous voulons dans une direction plus prometteuse et plus sûre. Sans ordre particulier, les questions énumérées ci-dessous guideront les délibérations du 10^{ème} Forum de Tana :

- Les institutions continentales et régionales pour la paix et la sécurité sont-elles adaptées à leurs objectifs ?
- Quelles sont les ressources nécessaires pour mieux gérer la transition entre les conflits et la paix : consolidation de la paix, justice transitionnelle et réconciliation ;
- De quelle manière le terrorisme, l'extrémisme violent et la criminalité transnationale organisée sapent-ils aujourd'hui la paix et la sécurité, et que faut-il faire pour maintenir/avancer la paix et la sécurité ?
- Risques climatiques/résilience, déplacements et sécurité ;
- Gestion des menaces par la gouvernance ou renforcement de la résilience par la participation des citoyens : existe-t-il un point d'équilibre pratique?
- L'État africain et les paradoxes de l'insécurité (l'État en tant que pourvoyeur et garant de la sécurité et source de menaces).
- Voix africaines contestataires et citoyens dans la gestion des nouvelles menaces sécuritaires ;
- Construire des systèmes de santé résilients ou d'une architecture de paix et de sécurité plus globale pour gérer la santé et l'insécurité qui y est associée ;
- Gérer les lacunes des données Covid-19 et les menaces de sécurité qui en découlent ;
- Les citoyens et l'État dans le contexte de l'évolution des relations entre l'État et la société durant le Covid-19 ;
- Consolider la résilience par l'inclusion des jeunes et des femmes ;
- Le rôle de l'art, de la culture et du patrimoine dans la construction d'une culture de la paix par le bas. ; et
- Le leadership africain en matière de paix et de sécurité est-il réalisable?